

*Sommaire***Edito p.1****Campagne de l'EPS #EPS2024 Le 15 mars à Paris ! p.2****Emploi / Budget p.3****Corpo : mouvement 'intra' p.4****Sport scolaire : séminaire & perspectives p.5****Vie syndicale : adhésion, stages en mai p.6-7****Edito*****Poursuivre et amplifier******les actions unitaires***

Le 15 mars 2024, le SNEP-FSU a réuni près d'un millier de collègues place de la République à Paris. Quarante collègues de l'académie de Bordeaux ont fait le déplacement pour vivre un événement syndical combatif et festif. Nous pouvons être fiers d'avoir pu partager ce moment et renforcer les liens entre militant·es, syndiqué·es et fervent·es défenseur·es du « plus et mieux d'EPS » inscrit dans notre campagne **#EPS2024**.

Ce moment, construit en différentes étapes depuis septembre 2023, a permis, et doit encore permettre l'expression des soutiens du monde sportif, politique, médical, syndical et associatif. C'est en ce sens que nous allons maintenir la pression sur les décideur·es, développer nos revendications en direction de l'opinion publique et agir avec la profession pour faire résonner les besoins de la discipline et du métier. Des actes et des décisions budgétaires pérennes, pour répondre aux grands enjeux du besoin de développement des pratiques et activités physiques et sportives, dont le vote d'une loi, constituent nos souhaits dans un horizon proche.

Amplifier la pétition, recueillir l'expression de la profession par l'image et le témoignage, concernant les équipements vétustes, les temps de déplacements chronophages, les sureffectifs, les heures d'EPS non assurées faute de remplaçant·es, se retrouver autour d'évènements revendicatifs, réunions publiques, en parallèle du parcours de la flamme olympique, sont les pistes retenues pour poursuivre notre activité revendicative.

Cette activité centrée sur notre champ propre, d'enseignant·e d'EPS, ne peut, dans le même temps, occulter les mobilisations contre la réforme « *chocs des savoirs* » qui vient percuter le collègue. Malgré un vote en contre des textes par la quasi-totalité des organisations au CSE du 8 février, le ministère s'entête, jouant sur la formule et employant désormais les termes « *groupes de besoins* ».

Hélas, l'esprit de la réforme demeure, et le SNEP-FSU s'oppose au tri social qui s'attaque une nouvelle fois aux plus faibles. De même, l'insuffisance des moyens en postes et horaires va imposer l'abandon de dispositifs qui offraient des "plus" disciplinaires. En EPS, la vigilance s'impose sur le soutien natation, l'accès aux installations sportives, les créneaux AS...

Enfin, parce que beaucoup de voix s'élèvent contre ce projet, le SNEP-FSU appelle l'ensemble de la profession, sur tous les niveaux d'enseignement, à construire des actions unitaires avec les parents, à participer aux initiatives pour la réflexion et l'écriture d'un projet alternatif pour l'École de demain.



*Nathalie Lacuey
LP Flora Tristan,
Camblandes-et-Meynac (33)
Secrétaire académique
nath.lacuey33@gmail.com*



#EPS2024



15 mars à Paris

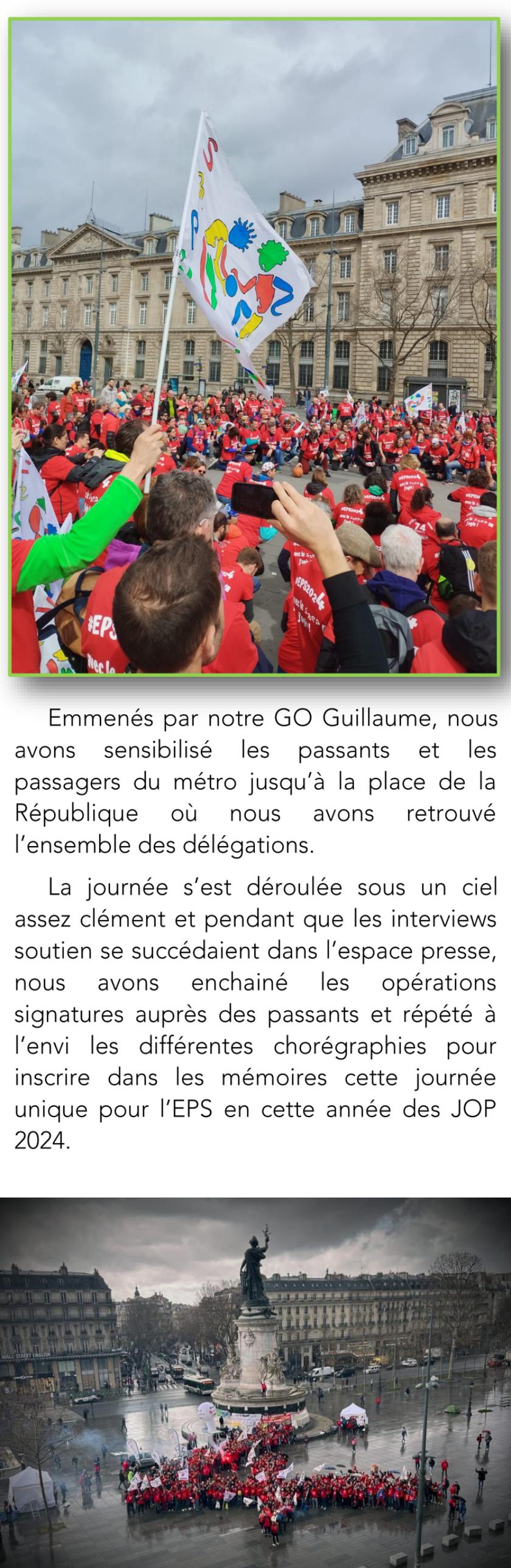
Mobilisation de l'académie pour une journée de grève pour plus et mieux d'école, avec une revendication forte pour l'EPS en cette année de JOP :

4 HEURES POUR TOUTES ET TOUS !

Quarante collègues de l'académie de Bordeaux ont fait le déplacement pour vivre un événement syndical combatif et festif.



La délégation du SNEP-FSU Bordeaux s'est retrouvée gare St-Jean avec distribution des T-shirts **#EPS 2024** pour afficher notre présence dès le trajet en TGV où l'action pétition a pu être menée dans différents wagons (une centaine de signatures recueillies).



Emmenés par notre GO Guillaume, nous avons sensibilisé les passants et les passagers du métro jusqu'à la place de la République où nous avons retrouvé l'ensemble des délégations.

La journée s'est déroulée sous un ciel assez clément et pendant que les interviews soutien se succédaient dans l'espace presse, nous avons enchainé les opérations signatures auprès des passants et répété à l'envi les différentes chorégraphies pour inscrire dans les mémoires cette journée unique pour l'EPS en cette année des JOP 2024.



Une journée qui appelle à poursuivre l'action par :

- **la pétition** à signer et faire signer massivement,

- **l'action vérité** consistant à recueillir l'expression de la profession, par l'image et le témoignage, concernant les équipements vétustes, les temps de déplacements chronophages, les injonctions, les sureffectifs, les heures d'EPS non assurées mais aussi plus largement le décrochage salarial, les inégalités hommes-femmes et l'inclusion sans moyens.

- **l'organisation d'événements revendicatifs** (réunions publiques, conférences de presse, ...) en parallèle du parcours de la flamme olympique, afin de peser sur les décideurs et de rendre l'opinion publique et la profession actrices des transformations souhaitables pour le développement des pratiques et de l'activité physique et sportive des jeunes.

Enfin, nous pouvons être fiers d'avoir pu financer ce projet pour partager et renforcer les liens entre militant·es, syndiqué·es et fervent·es défenseur·es du « plus et mieux d'EPS ».

*Benjamin Fabas,
Camille Jacques,
Christel De Carlo,
Guillaume Warin*



Emploi : des prévisions insuffisantes pour la rentrée 2024

La préparation de la rentrée c'est maintenant.



Nous pouvons dès aujourd'hui faire le bilan des créations/suppressions de postes, projeter les futures conditions d'étude pour les élèves et d'enseignement pour les collègues. A la suite des CA DHG dans les établissements, les besoins ont été remontés aux DSDEN début mars lors des comités sociaux d'administration spéciaux départementaux (CSA-SD), pour soumettre au vote des représentants syndicaux l'utilisation des enveloppes des moyens horaires, IMP, créations/suppressions de postes, BMP.

L'académie avait pour objectif la suppression de 10 postes (toutes disciplines) dans le 2nd degré, justifié par la baisse des effectifs élèves (-570). Malgré le rejet unanime de ces mesures par les représentants syndicaux qui voyaient dans la légère baisse des effectifs, sans perte de poste, la possibilité de recouvrer des améliorations dans les conditions d'exercice, le ministère a maintenu son cap. Depuis, l'annonce de Bruno Le Maire sur les 10 milliards d'euros d'économie à réaliser sur le budget de l'État, avec notamment 692 millions retirés dans l'Éducation nationale, laisse peu de doute sur les choix et volontés de s'attaquer aux services publics et à la fonction publique pourtant primordiaux dans la lutte contre les inégalités.

Pour l'EPS, le solde des créations/suppressions de postes pour la rentrée 2024 est de +6 postes.

- 24 : -1

0 création / 1 suppression au collège Bertran de Born malgré le vote contre en CA, les heures existantes (26h), la bataille des collègues, celle menée en CSA-SD. **Un poste sauvé à Ribérac.**

- 33 : +6

7 suppressions (4 mesures de carte scolaire liées à l'ouverture du collège du Barp) / 13 créations (ouverture collège du Barp, du lycée de Créon, montée des effectifs dans les collèges et lycées ouverts aux rentrées récentes) – 1 poste sauvé en instance au collège A. d'Aquitaine à Bordeaux : lire le témoignage des collègues (encadré), notre intervention a aussi permis de créer le poste au lycée de Créon oublié par l'administration.

- 40 et 47 : 0

0 suppression / 0 création.

- 64 : +1

0 suppression / 1 création.

Si le bilan peut paraître positif au regard des volontés de suppressions, nous pouvons assurer qu'il est insuffisant au regard des besoins, des heures non assurées, des postes non pourvus après mouvement.

Pour rappel, à la rentrée 2023, dans l'académie :

- 22 postes étaient vacants en EPS à la suite du mouvement intra-académique,
- 667h étaient non assurées en EPS au 1er septembre,
- 106 contractuels étaient en poste au 1er septembre.

Et déjà de 2017 à 2023 :

- -11 postes d'EPS en établissement pour 3553 élèves supplémentaires,
- -62 TZR. Des TZR (34 en capacité d'être affectés au 1^{er} septembre 2023 sur l'académie) qui ne remplissent plus leur fonction de remplacement de moyenne et courte durée car, pour la quasi-totalité, ils sont affectés à l'année.

- +72 contractuels.

Le pari de la contractualisation, des 2 HSA imposées, le passage à 20 heures des professeurs stagiaires, des étudiants contractuels alternants, du pacte, pour résoudre les heures non assurées est un échec.

Ces mesures, nous le redisons, masquent les besoins en emplois pérennes, ceux qui devraient permettre à de nombreuses équipes pédagogiques d'envisager des projets durables, partagés, de se dégager du temps pour le suivi et l'accompagnement des élèves, la formation continue...

La solution ne peut passer que par l'augmentation des postes au concours. Chiche ! Des milliards d'euros de profits et de dividendes sont annoncés pour 2023, faisant de 2023 une année record pour les entreprises du CAC 40.

A nous tous de poursuivre et d'amplifier les luttes, de construire un projet ambitieux pour l'École, l'EPS, l'avenir de la jeunesse.



Témoignage des collègues du collège A. d'Aquitaine à Bordeaux

Une victoire pour l'EPS à mettre au titre du collectif !

Le 5 mars 2024 notre collègue d'EPS recevait de la DPE du rectorat l'annonce de la suppression de son poste dans notre collège (Aliénor d'Aquitaine – Bordeaux).

Or nous avons voté en CA la demande de maintien de ce dernier. Nous avons fait remonter les informations à nos collègues du SNEP FSU et relayé l'information au SNES FSU, en précisant que tous les collègues d'EPS de l'établissement refusaient d'avoir des heures supplémentaires pour que celles-ci puissent être abondées au poste menacé.

Grâce aux élus du SNEP-FSU siégeant à la commission, appuyés par les élus du SNES-FSU, nous avons obtenu gain de cause.

Le 12 mars, notre collègue recevait un nouveau courrier de la DPE lui précisant qu'il conservait son poste avec un complément de service à proximité.

Une belle victoire pour la stabilité de l'équipe pédagogique et également pour la continuité de la section sportive Basket-Ball et le maintien d'un forfait AS au collège.

Les coordinateurs EPS du collège Aliénor d'Aquitaine

Pierre Merret et Mickaël Viairon

*Benjamin Fabas,
Karine Rivalland,
Emmanuelle Piccolo*

Mouvement intra-académique : une nouvelle pénurie d'enseignantes d'EPS pour la rentrée 2024 ?

A l'ouverture du mouvement intra-académique le 12 mars, l'affichage sur SIAM de 81 postes d'EPS susceptibles d'être vacants, nous a pour la deuxième année consécutive interrogés. En effet, seulement 43 collègues intègrent l'académie et 3 collègues en sortent à l'issue du mouvement 'inter'.



La question "y aura-t-il un prof d'EPS devant chaque classe à la rentrée 2024 ?", paraît légitime.

Pour mémoire, 22 postes sont restés vacants à l'issue des mutations intra-académiques 2023, 667h d'EPS n'étaient pas assurées à la rentrée 2023 sur l'académie.

Si certains postes, non connus à ce jour, accueilleront les futurs lauréats au concours, nous savons que le volume global ne couvrira pas la totalité des besoins.

Enfin, si le nombre des postes à pourvoir semble pouvoir donner satisfaction à une majorité de collègues, nous savons également que des territoires comme les Landes et les Pyrénées Atlantique ne resteront accessibles qu'aux forts barèmes, faute de postes vacants.

C'est en s'appuyant sur ces données, celles relatives aux règles du mouvement, ses barèmes, que les commissaires paritaires et les militant·es du groupe corpo SNEP-FSU accompagnent, conseillent et suivent une soixantaine de collègues.

Réunis en stage le 18 mars au lycée La Morlette à Cenon, les contacts se prolongent par mail ou appel direct, pour des informations ciblées, liées à des situations personnelles.



Se projeter dans une nouvelle affectation choisie, qui engage vie professionnelle et personnelle, est pour une majorité de collègues source d'anxiété. L'opacité à l'œuvre dans les opérations de mobilité depuis la fin du paritarisme en 2019 participe à ce sentiment.

Le SNEP-FSU, avec ses commissaires paritaires, ses militant·es, ne relâche pas son investissement auprès des collègues et revendique dans les instances des améliorations pour les barèmes (augmentation des points d'ancienneté poste, retour des bonifications Sportif de haut niveau, parents isolés, reconnaissance des contraintes liées aux ascendants etc.), le retour au paritarisme et à un mouvement en un seul temps.



Contestation de l'avis final des rendez-vous de carrière : victoire pour 3 dossiers !

La CAPA contestation des avis de rendez-vous de carrière s'est tenue le 7 mars 2024.

Les commissaires paritaires du SNEP-FSU ont à nouveau dénoncé le fait que dans une même opération soient réalisés appréciation et classement alors que le décret ne fixe aucun quota quant à la répartition des appréciations finales. Quel que soit le rendez-vous de carrière, il apparaît donc non réglementaire de prédéterminer les appréciations finales pour une question illégitime de quotas.

Or comme nous l'avons constaté les quotas de promotion se retrouvent la plupart du temps transformés en quotas d'appréciation détournant le sens et la valeur de l'évaluation.

Les RDV de carrière doivent être l'occasion d'échanges professionnels pour prendre du recul et progresser, permettre à chaque collègue de bénéficier d'une « évaluation/formation », avec des retours professionnels bien trop rares dans une carrière. Cependant, la hiérarchisation des collègues ternit cette fonction et les incohérences entre les évaluations primaires (IA-IPR et chef d'établissement) et l'avis définitif rectrice sont vécus violemment par les enseignants générant démotivation et amertume.

La possibilité de contester son avis et de porter un recours devant la CAPA est donnée mais trop peu investie.

Cette année 3 dossiers pour les PEPS ont été examinés en instance et soutenus par les commissaires paritaires du SNEP-FSU. Les 3 avis définitifs « très satisfaisant » ont été modifiés en avis « Excellent ».

Une belle victoire pour les collègues et le travail des élu·es au service de la profession ! Dans le même temps le SNEP-FSU continue de revendiquer un avancement uniforme pour toutes et tous au meilleur rythme, avancement unique qui ne pose aucun problème dans nombre de corps dont nos évaluateurs (IA-IPR, chefs d'établissements).

Laëticia Guzman

Camille Jacques

Sandra Juglin

Séminaire sport scolaire national : un temps fort de réflexion, porteur d'espoir pour le sport scolaire

Ces 28 et 29 mars, le SNEP-FSU a organisé un séminaire national de travail réunissant militant·es et élu·es des AS de toute la France autour des questions vives qui animent le sport scolaire aujourd'hui, et qui vont impacter ce qu'il sera dans les années à venir.



Au programme : tables rondes, conférences et ateliers sur la mixité, les arts, le handicap, les pratiques hybrides, le sport scolaire en lycée, le monde associatif, les formes de compétitions et de rencontres, la place du sport de haut niveau dans l'UNSS ou la place de l'UNSS dans le monde sportif.



Muriel Tach, Stéphanie Artigaud et Lionel Giraudon, élus des AS, ainsi que Guillaume Warin et Camille Jacques, représentants SNEP-FSU dans les instances UNSS de l'académie de Bordeaux (plus forte représentation) ont participé à ce temps de réflexion afin de dessiner le sport scolaire de demain, tel que nous le souhaitons pour nos élèves.



Entre le règlement fédéral, l'assainissement des finances ou encore l'accord cadre transport, les mois prochains s'annoncent décisifs dans ce secteur. De nombreux championnats de France ont d'ores et déjà été annulés comme le rugby à XIII. Le SNEP-FSU participe le 13 mai à une troisième réunion de travail avec la DGESCO, la DN UNSS et les élus des AS pour prendre des décisions fortes pour le sport scolaire. Il faut maintenir un programme varié et ambitieux pour notre million de licencié·es. Les économies ne se feront pas au détriment de l'activité de nos élèves.

Au sein de l'académie, le Conseil régional UNSS se réunira le 2 mai à Bordeaux. Cette réunion sera l'occasion pour les élus des AS de voter pour la liste des élus des AS nationaux. Une seule liste est encore en lice, celle soutenue par le SNEP-FSU. Cette première instance de l'année 2024 sera l'occasion pour le SNEP-FSU de réaffirmer la place que le sport scolaire doit avoir au sein de l'académie et des départements. En effet, à travers nos cadres en territoires, l'activité du sport scolaire est restée forte dans l'académie. Le SNEP-FSU fera front afin que cette offre ambitieuse soit maintenue dans tous les territoires et pour tous les élèves.

Camille Jacques

Stage *Égalité* au SNEP-FSU le 7 mars



Ce fut une première pour l'académie d'organiser un stage sur cette thématique. Les 7 collègues présents ont, par la qualité des informations, réflexions et échanges menés par Lucile Grès, responsable nationale SNEP-FSU du groupe égalité, questionné leurs pratiques et représentations sans tabou à partir de données générales et concrètes.

Pour le SNEP-FSU, l'égalité s'apprend, se vit, se traduit en actes concrets, nécessite avant tout une prise de conscience des stéréotypes de genre et une volonté d'abolir les rapports de domination. L'EPS et le sport scolaire ont bien évidemment un rôle particulier à assumer dans leur spécificité à s'adresser aux corps, dans la qualité des rapports sociaux dans les cours et à l'AS et dans la pratique même des activités sportives et artistiques.

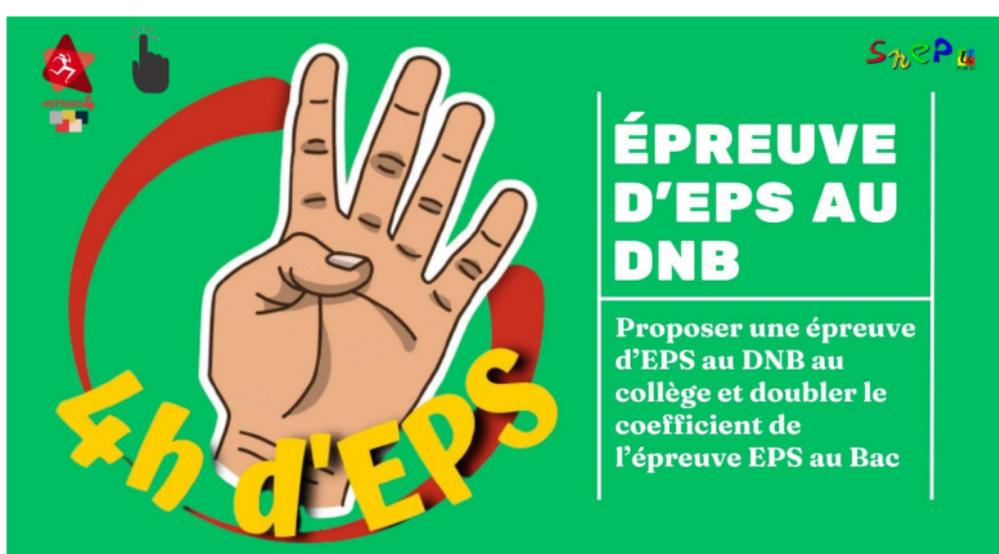
Les questions d'égalité irriguent les débats en EPS depuis longtemps. Ces dernières années, l'actualité interroge particulièrement les constructions sociales, les identités de genre, les normes et ces réflexions apportent de nouvelles problématiques professionnelles.

Un stage dense, riche et qui appelle à être reprogrammé l'année prochaine.

Stage *Grand Parcours Syndical* au lycée des Graves de Gradignan les 4 et 5 avril

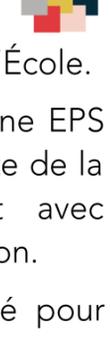
Une dizaine de collègues girondins étaient présents au stage GPS animé cette année par Alain de Carlo, secrétaire national du SNEP-FSU. L'actualité autour du projet d'École du tri social (réforme collège, réforme voie professionnelle, recours accru aux personnels sous contrat...) voulu par le gouvernement tout comme ses politiques en matière de santé ou d'assurance chômage ont bien sûr alimenté les réflexions et permis de replacer les enjeux du projet de société porté par la FSU. C'est enrichi par les nombreux apports théoriques et par un discours d'action pour faire vivre ce projet, que les participants sont repartis dans leurs établissements pour porter au niveau local les revendications du SNEP-FSU sur la nécessité d'un service publique d'éducation nationale égalitaire et émancipateur pour toutes et tous et d'un enseignement de l'EPS de qualité.

*Nathalie Lacuey
Benjamin Fabas*



Fier-es d'agir pour ne pas subir

Quand le gouvernement prévoit de boucher l'avenir (austérité, baisse des dépenses pour l'écologie, l'éducation...), nous pouvons afficher notre fierté d'agir pour l'avenir de l'EPS, de notre métier, de l'École.



Les luttes se développent POUR une EPS de qualité, POUR une École humaniste de la réussite de tous, voire avancent avec l'inscription de l'IVG dans la constitution.

Se rassembler dans notre diversité pour **transformer positivement l'avenir, améliorer le quotidien de notre métier et les pratiques sportives et artistiques de la jeunesse : c'est l'ADN du collectif SNEP-FSU.**

Soyons fier-es d'un syndicalisme actif, combatif, revendicatif qui ouvre des perspectives.

« ILS NE SAVAIENT PAS QUE C'ÉTAIT IMPOSSIBLE, ALORS ILS L'ONT FAIT »

MARK TWAIN.

Alors qu'en répartissant mieux les richesses, il est possible d'améliorer la situation (salaire, services publics, environnement, droits...), les libéraux souhaitent imposer dans les têtes l'impossibilité d'un avenir meilleur. Soyons nombreux et nombreuses à nous syndiquer pour gagner !

Alain De Carlo

Trois stages à venir en mai

Stage *Arts du cirque* "bis"

2 et 3 mai

Collège Chambéry à Dilleneuve d'Ornon (33).

Face au succès du 1^{er} stage, nous proposons comme promis une deuxième édition.

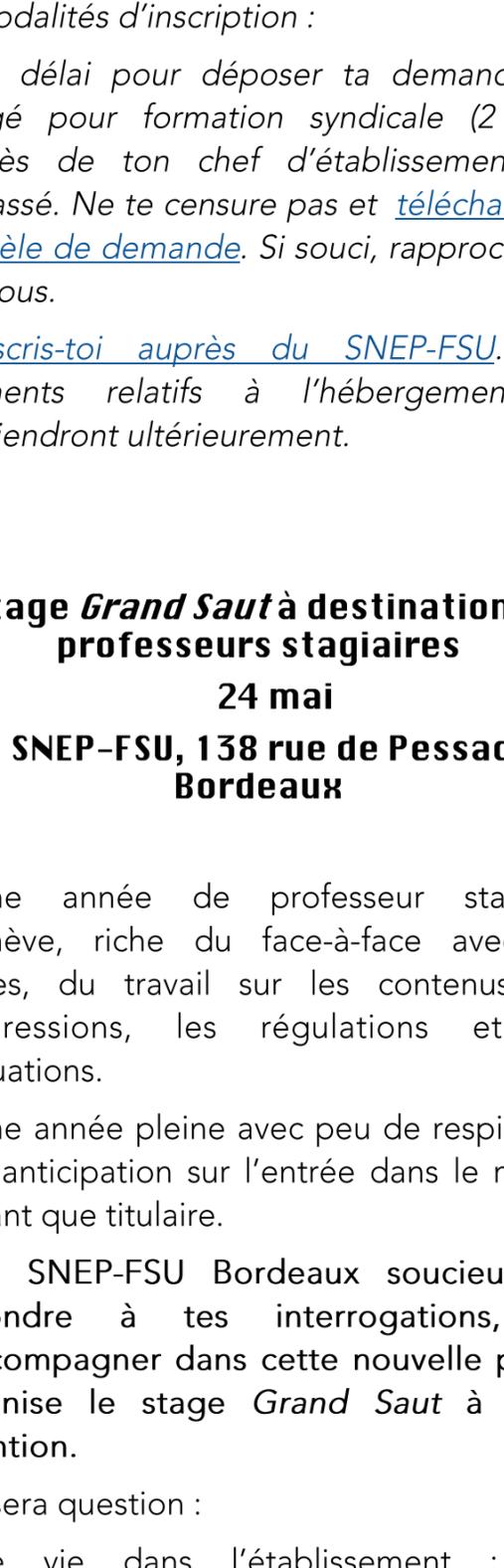
Clément Dumeste, professeur à l'INSPE de Bordeaux en sera à nouveau l'animateur.

Créer pour s'exprimer, donner à voir de l'extraordinaire, notamment par la maîtrise du risque, communiquer, émouvoir.

Dans le cadre d'un processus de création artistique :

- Composer, interpréter et présenter un numéro en relation avec un projet expressif.
- Apprécier le niveau de réalisation et d'interprétation des circassien·nes, la pertinence des choix, des jeux d'acteur·rices au regard de l'intention.
- Tenir différents rôles : circassien·ne, metteur·euse en scène ou en piste, regard extérieur, spectateur·rice.

Tels sont les attendus de l'enseignement des arts du cirque proposés dans nos programmes alternatifs.



Modalités d'inscription :

Le délai pour déposer ta demande de congé pour formation syndicale (2 avril) auprès de ton chef d'établissement est dépassé. Ne te censure pas et [télécharge le modèle de demande](#). Si souci, rapproche toi de nous.

[Inscris-toi auprès du SNEP-FSU](#). Les éléments relatifs à l'hébergement te parviendront ultérieurement.

Stage *Grand Saut* à destination des professeurs stagiaires

24 mai

SNEP-FSU, 138 rue de Pessac à Bordeaux

Une année de professeur stagiaire s'achève, riche du face-à-face avec les élèves, du travail sur les contenus, les progressions, les régulations et les évaluations.

Une année pleine avec peu de respiration et d'anticipation sur l'entrée dans le métier en tant que titulaire.

Le SNEP-FSU Bordeaux soucieux de répondre à tes interrogations, de t'accompagner dans cette nouvelle phase organise le stage *Grand Saut* à cette intention.

Il sera question :

- De vie dans l'établissement : son fonctionnement, les différentes ressources et instances.
- D'EPS et de sport scolaire : les obligations de service, les décrets, la formation.
- De carrière : l'avancement, les rendez-vous de carrière, les demandes de temps partiel.
- Du droit syndical : l'heure d'info syndicale, les autorisations d'absences.
- Et de toutes les questions qui te préoccupent.

Un temps sera également organisé pour échanger avec des collègues des académies futures présent·es en visio et disponibles pour répondre à tes interrogations.

Modalités d'inscription :

- [Modèle de demande à télécharger](#) et à déposer à ton chef d'établissement avant le 24 avril (attention les vacances débutent le 12 avril au soir).
- [Sondage SNEP-FSU](#) pour informer de ta présence et nous aider dans l'organisation.

Stage basket 3x3

3 et 4 juin

Le Temple Sur Lot (47)

Dans les starts pour les inscriptions ! Les fiches d'inscription arrivent (date limite : 3 mai).

Importé des play-grounds américains, le basket-ball 3X3 peut s'avérer une activité sportive pertinente pour acquérir des compétences spécifiques mais aussi comme moyen pour mettre en avant des valeurs d'intégration, de tolérance et de respect.

Prendre du plaisir en jouant tout en progressant sur les aspects tactico-techniques.

Soutenir une dépense énergétique importante.

Créer une dynamique de classe positive (mixité, échanges, collaboration, entraide, respect).

Tels sont les objectifs affichés.

Animé par des collègues de terrain, ce stage s'appuiera sur des situations de pratiques facilement transposables en situations d'apprentissage en collège et en lycée. Il donnera lieu à analyse de ces situations et d'échanges entre collègues. Le stage se déroulera sur la base départementale du Temple sur Lot (hébergement possible), garantissant des conditions de formation et de convivialité optimales. Nous vous attendons nombreuses et nombreux.

*Nathalie Lacuey
Pascal Grassetie*